

Recherches sociographiques



Femmes et histoire

Yolande Cohen

Volume 25, numéro 3, 1984

Immigrants

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056119ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056119ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Cohen, Y. (1984). Femmes et histoire. *Recherches sociographiques*, 25(3), 467–477. <https://doi.org/10.7202/056119ar>

FEMMES ET HISTOIRE

Poser aujourd'hui la question de l'histoire des femmes soulève de multiples questions que l'usage d'un vocabulaire flou et le plus souvent inapproprié révèle. Histoire des femmes, pour les femmes, par elles, avec elles ou encore, femmes et histoire (femmes à histoires, dit-on) : tous ces mots traduisent bien les hésitations nombreuses devant lesquelles l'historien se trouve quand il tente d'aborder ces sujets. Pourtant, le champ qui prend en compte la dimension sexuelle dans l'histoire existe. Des cours, des recherches érudites, des travaux scientifiques paraissent dans le monde, soulevant le problème de la place spécifique que les femmes occupent et ont occupée dans nos sociétés. Colloques et conférences internationales se font l'écho d'une quête certes encore timide mais non dépourvue d'audace.¹ Ce qui est en jeu c'est la transformation des paradigmes existants dans les sciences sociales, non seulement pour y intégrer la dimension féminine, mais surtout pour en changer les critères d'analyse : le mode de questionnement féministe/féminin, son point de vue particulier transformerait notre vision du monde. La prétention est grande qui se dit à la mesure des changements provoqués par le mouvement de libération des femmes. Car c'est précisément cette vision du monde particulière et spécifique aux femmes qu'il est difficile et hasardeux de faire émerger ; on en vient même aujourd'hui à se demander si elle existe. Les praticiennes de l'histoire des femmes s'arrêtent et s'interrogent sur la viabilité d'un tel projet.² Ne répétons-

1. Kathryn STIMPSON, texte polycopié distribué au Colloque international sur l'enseignement et la recherche relatifs aux femmes, Montréal, août 1982. L'auteur y résume l'évolution des cours et recherches en *women's studies* aux États-Unis depuis dix ans. Citons de plus les rencontres politiques de Copenhague (1980), les conférences internationales tenues en Israël (décembre 1981, sous la responsabilité de M. Safir), à Montréal (août 1982, sous la responsabilité de M. Verthuy), les ateliers « femmes » dans les congrès internationaux de sociologie, science politique, histoire, etc. Au point qu'on a dit des colloques de femmes qu'ils remplaçaient avantageusement un militantisme en voix d'extinction.

2. Carl DEGLER, *Is There a History of Women? An Inaugural Lecture Delivered Before the University of Oxford on March 13, 1974*, Oxford, Clarendon Press, 1975, 31p. Natalie Zemon DAVIS, « Women's history in transition : the European case », *Feminist Studies*, III, 1, printemps-été 1976 : 83-103.

nous pas, en posant les problèmes en ces termes, la tentation universaliste de nos prédécesseurs? Ce désir d'une histoire globale que les femmes feraient émerger à leur tour n'est-il pas une quête de pouvoir aussi redoutable que celui que nous dénonçons comme patriarcal? Deux recueils récemment parus au Québec abordent à leur façon propre ces problèmes. Consacrés à l'histoire des femmes du Québec, ils font la preuve de cette vitalité éclatante que revêtent les approches ou paradigmes neufs. C'est un fait, l'histoire des femmes renouvelle notre compréhension de l'histoire du Québec.

L'oppression perpétuelle

Travailleuses et féministes (Boréal Express, 1984) est la version remaniée et augmentée d'un ouvrage paru en 1977 et intitulé alors *Les femmes dans la société québécoise*. Marie LAVIGNE et Yolande PINARD, qui présentent le recueil, ne se bornent pas à une réédition de textes anciens mais nous proposent des révisions de leurs textes par les auteurs qui ont cru bon de le faire — ce qui nous vaut une magnifique autant que percutante lettre de Nicole Laurin-Frenette — ainsi que des articles originaux et inédits. Le titre de ce recueil propose une sorte d'homogénéisation de l'objet d'étude ainsi qualifié par souci de précision. Les deux entités de travailleuses et de féministes restent pourtant vaguement définies et on ne sait laquelle qualifie l'autre : étudie-t-on les travailleuses d'un point de vue féministe? Les travailleuses sont-elles féministes? Ou juxtapose-t-on ces deux catégories par hasard? Le rapprochement n'est évident que si l'on considère un certain nombre de présupposés sur lesquels il sera important de revenir.

Nadia FAHMY-EID et Micheline DUMONT, quant à elles, nous font part d'une démarche occasionnée par la vaste enquête qu'elles ont entreprise sur l'éducation des filles au Québec. De fabrication beaucoup plus récente, les quatorze textes réunis autour du thème *Maîtresses de maison, maîtresses d'école* (Boréal Express, 1984) trouvent leur homogénéité dans l'interrogation commune des auteurs sur les rapports femmes/famille/éducation. L'articulation privé/public trouve une résonance dans la question de l'éducation exercée par les femmes pour l'instruction des filles. C'est l'aspect fort du recueil, contrebalancé par une partie plus hétéroclite portant sur le travail invisible des femmes à la maison et sur les problèmes de socialisation et les rapports de pouvoir qu'il engendre.

Deux recueils donc aux objectifs et à la facture différents, qui attestent de la complexification des questions abordées par l'histoire des femmes. À mesure que la recherche progresse, les certitudes s'éloignent et la solidarité souvent porteuse de complaisance fait place à la critique bienveillante mais salutaire.

Je commencerai donc par tenter d'élucider les rapports qui existent entre l'histoire des femmes et le mouvement des femmes, car il semble bien que ce soit

la question qui fonde ces deux démarches. À l'instar de nombreuses historiennes et chercheurs dans le champ des « études sur les femmes », Eid, Dumont, Lavigne et Pinard alimentent leur problématique à même le fonds commun du mouvement qui en a permis l'apparition et le développement. Il semble difficile d'abstraire la fabrication de l'histoire des femmes de l'objectif global d'émancipation que le mouvement de libération assigne aux femmes de notre époque. La marque portée sur la production historique semble indélébile.³ Micheline Dumont ne cache pas que, pour elle, faire l'histoire des femmes correspond à un objectif militant. (« La mémoire des femmes », p. 375.) Des historiennes comme Marie Lavigne et Yolande Pinard vont jusqu'à utiliser ce tellement anhistorique mot de « perpétuel ». Caractérisant la recherche récente, elles conviennent que celle-ci « ne nous en ramène pas moins au cul-de-sac de notre infériorité perpétuelle » (p. 8). Le constat qu'elles dressent est clairement déduit de l'objectif qu'elles assignent à cette recherche. Le sens qu'elles donnent à l'histoire des femmes est, d'une certaine manière, de sortir les femmes de leur oppression par la connaissance de leur condition. Outre cet aspect téléologique, qui assigne un but à l'histoire et dont l'histoire des travailleurs a d'ailleurs déjà fait les frais, il convient de s'interroger sur l'historicité de la condition humaine dont il est fait peu de cas dans une telle démarche.

Plus nuancé et moins déterministe, le recueil de Eid/Dumont présente une démarche différente. Là, l'objet d'étude existe déjà : la sociologie et l'histoire de la famille fournissent un vaste champ d'analyse qu'il s'agit « d'interroger » à partir du point de vue des femmes. (P. 7.) L'attention portée au rôle et à l'histoire spécifique des femmes dans les rapports famille/Église/éducation ouvre des pistes d'interprétation neuves sur le fonctionnement des familles, les rapports de pouvoir qui s'exercèrent en leur sein et dans la société. L'histoire des femmes contribue alors à jeter un éclairage différent sur l'histoire sociale. En ce sens, il devient superflu d'assigner un objectif extérieur à cette histoire : elle se justifie d'elle-même. Et c'est pourquoi, parlant de leur problématique, Eid et Dumont soutiennent que la « seule qui puisse rendre compte avec nuance de l'histoire de l'éducation des filles s'alimente avant tout au concept de contradiction » (p. 33). Avant d'être un concept, la contradiction est un questionnement ; au mieux, une pédagogie. Indiquant la complexité d'une histoire réelle et non projetée, elle permet d'en faire ressortir l'ambivalence, toute humaine au demeurant. Que Eid et Dumont nous rendent compte de leurs difficultés de façon aussi sincère nous fait prendre l'exacte mesure de la distance qui sépare l'histoire militante d'une histoire qui cherche la voie de son

3. Joan Kelly GADOL, entre autres, a très bien exprimé cette idée qui émergeait comme une force du mouvement : « Sex as a social category : women do form a distinctive social group and the invisibility of this group in traditional history is not to be ascribed to female nature. » (« Social relations of the sexes », *Signs*, I, été 76, p. 813.) Voir aussi : « The doubled vision of feminist theory, a postscript to the woman and power conference », *Feminist Studies*, V, 1, printemps 1979 : 16-27.

établissement ; leurs hésitations ouvrent la perspective de recherches menant à un savoir.

J'ai délibérément commencé par critiquer l'orientation de telles recherches, quitte à les réduire, parce qu'il me semble aujourd'hui nécessaire de leur trouver d'autres fondements. L'évidence de propositions militantes dont l'« inéluctable » et le « perpétuel » donnent le sens obstrue le processus de validation qui est le fondement de toute recherche. La démonstration de l'oppression des femmes reste partielle, puisqu'elle s'inscrit dans un constat plus global porté sur la société. L'effort qu'une activité scientifique rigoureuse exige est réduit par des conclusions péremptoires. Aux affirmations gratuites succèdent les jugements moralisateurs. On apprend qu'à la fin du XX^e siècle, « les femmes forment une partie importante mais *docile* de la main-d'œuvre » (CROSS, p. 83) ; qu'elles ont été non seulement « contraintes au silence par la commission royale d'enquête » (p. 86), mais qu'elles ont accepté de se taire (TROFIMENKOFF, p. 98).

Les exemples sont nombreux et chargent l'histoire des femmes d'une dose excessive de passion vengeresse. Il me paraît d'autant plus utile de critiquer cette tendance qu'elle me semble dater et aujourd'hui en voie de disparition. Ce ne serait pas faire justice à leurs auteurs que de les citer sans ajouter qu'écrits respectivement en 1973 et 1977, ces textes lançaient le défi de briser le silence (pour paraphraser Trofimenkoff, p. 98). On leur doit de pouvoir aujourd'hui aller plus loin dans la recherche, sans vraiment se soucier de justifier préalablement l'objet de l'enquête. En même temps que ces historiennes ont créé un précédent, elles ont établi un arsenal critique non négligeable ;⁴ les sources de l'histoire comme ses méthodologies seront désormais utilisées pour répondre aux questions spécifiques de l'histoire des femmes. Elles ont aussi, par leur détermination, créé le champ de son application.

Le travail salarié

C'est dans le domaine de l'histoire du travail que le cheminement fut le plus fructueux. Les étapes furent nombreuses. Il s'agissait d'abord d'identifier le travail des femmes. Faisant écho aux hypothèses testées par l'histoire des travailleurs, M. Lavigne et J. Stoddart, distinguant les bourgeoises des autres, s'attachent à illustrer la participation des ouvrières à cette histoire. Leur oppression, par des bas salaires, une longue semaine de travail et des conditions d'hygiène déplorables, est largement documentée. « N'y avait-il pas une limite à l'exploitation ? » se demandent-elles alors (p. 103). Reprenant la thèse de la

4. Alison PRENTICE réfléchit aussi au problème dans « Writing women into history: the history of women work in Canada », *Atlantis*, III, 2, printemps 1978: 72-84. Voir aussi: Ruth PIERSON, « Women's history: the state of the art in Atlantic Canada », *Acadiensis*, VII, 1, automne 1977: 121-131.

« main-mise des élites clérico-nationalistes » (p. 110) pour expliquer le manque de combativité de ces ouvrières et travailleuses de Montréal, les auteurs concluent à « la continuelle progression de la participation des femmes au travail » (p. 112) et à leur lente prise de conscience (p. 113). Une fois cette « réalité » établie et ses conséquences politiques et syndicales documentées (Pinard, M.-J. Gagnon), il fallut passer à l'étape suivante. Quelles sont les spécificités du travail féminin? Quelle est la place du travail des femmes dans l'économie globale? Peut-on, et comment, articuler travail domestique et travail salarié? Ces questions, désormais abordées de front par certaines économistes (Kergoat-Fougeyrollas, par exemple), soulèvent le problème de l'impact que le travail des femmes a sur l'évolution de la société, et non plus seulement sur le devenir du féminisme. Autrement dit, l'analyse du travail des femmes ne sert plus seulement à justifier leur révolte contre leur oppression mais devient un objet d'étude particulier. On découvre alors l'importance de la production domestique agricole, que les fermières, regroupées en cercles et bientôt en coopératives de production et de consommation, développent. (Desjardins.) On apprend les complexités du travail des infirmières, leur préférence pour l'organisation professionnelle plutôt que syndicale (p. 118) et les méandres de leur lutte pour consolider leur statut. (Daigle.) Le travail fourni par les enseignantes est lucidement étudié. « Le sexe est clairement la caractéristique principale qui détermine le salaire et le statut des enseignantes », nous dit M. DANYLEWICZ (« Sexes et classes sociales », p. 144) après avoir inventorié et comparé leur situation à celle des hommes. Enfin, la réconciliation des laïques et des religieuses dans un front uni, qu'entrevoit Danylewicz, ouvre des perspectives intéressantes d'exploration du travail charitable et bénévole, sources de travail social et, par extension, de l'État assistanciel. La place que tient le féminisme du début du siècle dans cette évolution est finement analysée.

Femmes/famille/éducation

Reste alors la question de l'articulation travail domestique/travail salarié, que les textes du recueil Eid/Dumont abordent plus largement. Sans y être consacrée, la seconde partie de l'ouvrage s'en fait l'écho. L'étude qu'a menée B. Bradbury sur l'économie familiale à Montréal dans les années 1870 aborde d'emblée ce problème. Les mobiles qui poussent les familles à s'engager dans le travail salarié sont analysés suivant des paramètres précis et concluants : le cycle de vie, l'âge, le statut, la structure du ménage en rapport avec l'occupation du père, de la mère, des collatéraux... On découvre alors les familles comme des réseaux occupationnels actifs, inférant des changements importants dans la structure industrielle. B. Bradbury note : « Les familles ont donc servi de médium de socialisation à de nouvelles et singulières habitudes de travail. » (P. 318.) J'irai jusqu'à dire qu'elles amortissent les chocs d'une transformation industrielle rapide et permettent aux individus de s'ajuster au changement.

Répondant à la question implicite « mais où est alors la lutte des classes? », l'auteur répond : « La demande des capitalistes pour une main-d'œuvre à bon marché, constituée de femmes et d'enfants, correspondait au besoin des familles ayant des enfants assez âgés pour être mis au travail. » (*Id.*) Autant dire que la question ne se pose pas uniquement en termes de lutte de classe mais de conjonction d'intérêts. « Ainsi, pendant un certain temps, les besoins et les valeurs des familles ouvrières et des capitalistes coïncidaient, façonnant tant l'économie familiale que certains traits de la production industrielle », conclut Bradbury. En effet, dès que l'angle d'étude s'ouvre sur une réalité plus vaste, les schémas tombent, pour faire place aux contingences quotidiennes, aux arrangements incertains que les individus tissent avec le corps social. Le passage des certitudes éternelles au doute inquisiteur est donc salutaire pour l'histoire des femmes aussi.

Si le « progrès » de la recherche est identifiable dans le secteur du travail et de l'économie globale, le terme devient caduc dans le champ de l'histoire du féminisme. Très fortement marqué par les idéologies et les partis pris politiques, ce domaine a néanmoins subi d'importants remaniements. Le bilan historiographique de Lavigne/Pinard en indique certaines pistes. Alors que le constat d'absence et de minorisation s'imposait aux chercheurs qui étudiaient les comités syndicaux de la condition féminine (M.-J. Gagnon) ou les droits des femmes (le cas de la commission Dorion, étudié par J. Stoddart, est révélateur), les résultats semblaient plus concluants quand l'étude portait sur l'action propre des femmes, dans leurs associations et regroupements. C'est ainsi que déjà M. Lavigne, Y. Pinard et J. Stoddart avaient présenté l'histoire de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste. Bien qu'assez moralisante et déterminée par un souci de finalité (« les associations auraient pu aboutir à la création de véritables syndicats féminins... », p. 214), cette étude avait l'avantage d'être pionnière et de proposer un type d'interprétation féministe stimulant. Elle contribuait à féconder des questionnements qui allaient s'appliquer au vaste champ d'intervention des femmes dans la religion, qui fournit aujourd'hui les études de pointe ; pionnier dans ce domaine fut l'article de M. DUMONT, « Vocation religieuse et condition féminine ». Faisant une large place à la préoccupation féministe, elle n'en analyse pas moins, et de façon fort pertinente, l'activité propre des religieuses.

Dans la même veine, l'analogie tracée entre les garderies et les salles des Sœurs Grises à Montréal au XIX^e siècle (M. Dumont, pp. 261ss) est salutaire, tout en réparant un de « ces oublis » de l'histoire. Nul doute que les travaux en cours dans ce secteur auront des répercussions majeures sur notre compréhension de l'histoire et de la société québécoise (Laurin-Frenette/Juteau-Lee, M. Gratton-Boucher...). Les effets s'en font déjà sentir dans les textes du recueil *Maitresses de maison, maitresses d'école*. Le bilan de la recherche femmes/famille/éducation que dressent Eid/Johnson indique combien il est difficile

d'aborder ces relations sans passer par une pluridisciplinarité et des précautions méthodologiques nécessaires. La vigilance dont font preuve ces deux historiennes est digne de grands éloges. « L'éducation des filles chez les Ursulines de Québec sous le régime français », nous apprend N. Eid, revêt les aspects nombreux et diversifiés qu'une clientèle indienne et française exige. Le modèle puissant de la féminité, qui prend sa source dans la vraie nature des femmes, y est modulé suivant les variables ethniques et sociales, donnant lieu à « plusieurs modèles de socialisation » (p. 76). Bien que spécifique, l'éducation des filles n'est plus, comme on l'a cru et comme N. Eid le démontre si pertinemment, le résultat d'une vision monolithique de leur développement.

Également éclairante est l'étude importante de Nicole Thivierge concernant l'enseignement ménager. Sondant les origines rurales d'un mouvement d'envergure, l'auteur nous livre des éléments d'information précieux concernant le processus de féminisation qui le porte. Sa conclusion, hâtive pour un article aussi fouillé, montre bien la contradiction qui existe entre les valeurs proposées aux femmes par les « appareils idéologiques d'État », pour reprendre ce qualificatif althusserien, et les changements vécus par les protagonistes. « Ainsi on ne cesse de vanter les valeurs rurales alors que le Québec est fortement urbanisé. » (P. 142.) Mais ne peut-on argumenter que c'est précisément quand il y a chaos qu'on se tourne vers l'ordre ? N'est-il pas trop rapide de prétendre, comme le fait Thivierge, que « seul un appui sans défaillance du pouvoir aura permis qu'ils résistent [les modèles anciens] si longtemps » ? C'est faire peu de cas de l'inertie sociale, d'une part, et des avantages procurés par ces mêmes modèles, d'autre part.

La réflexion théorique que Eid/Laurin-Frenette développent à cet égard donne toute l'ampleur au problème des rapports de pouvoir à l'œuvre dans l'institution familiale. L'étude comparée France/Québec, entrevue à travers leurs systèmes scolaires respectifs, ajoute à l'intérêt de la démarche. Montrant l'imbrication étroite qui unit Église, famille, État et les formes particulières de la production de culture que ces institutions engendrent, cet article replace l'éducation dans le contexte plus large de la reproduction sociale. Insistant sur « l'interaction et la complémentarité des appareils politiques et religieux dans la régulation et le contrôle de l'organisation sociale du capitalisme » (p. 348), les auteurs concluent néanmoins à la prise en charge exclusive et universelle de la famille par l'État au cours des dernières décennies, les années cinquante marquant « l'abandon » ou l'affaiblissement de l'emprise de l'Église sur les familles et sur l'éducation. Pourtant, le discours religieux continue de fonder le discours moral dont l'État est porteur. « La transformation profonde des familles dans ses fonctions et ses rapports avec les autres appareils » (p. 359) peut dès lors être appréhendée dans son vrai contexte. Eid et Laurin-Frenette nous en font l'analyse de façon magistrale.

En soulignant l'importance de paramètres spécifiques et historiquement datés, les auteurs réconcilient l'analyse féministe avec la rigueur de la pensée théorique. Nous sortant de l'ornière dans laquelle un patriarcat éternel et vindicatif nous avait plongés, Eid et Laurin-Frenette nous permettent de mieux comprendre les interactions entre les groupes sociaux et l'État. Microcosme dans lequel se jouent et se déjouent passions et désirs, besoins et amours, la famille moderne est l'indispensable terreau d'où émerge la société civile. L'étude de la famille comme lieu de rencontre et d'affrontement entre hommes et femmes dépasse la simple description d'une institution de contrôle social ou d'apaisement des conflits. Une économie complexe la fait évoluer et influencer aussi, de façon décisive, sur le devenir de ces hommes et femmes qui acceptent d'agir en son sein. En mettant l'accent sur la participation propre des femmes dans les familles, les études féministes permettent alors une interprétation plus complexe du rôle des familles dans nos sociétés.

Différence et lutte des sexes

Les thèmes abordés dans les deux recueils recouvrent, dans l'ensemble, des préoccupations partagées par un grand nombre de chercheurs qui œuvrent dans ce domaine à travers l'Europe et les États-Unis ;⁵ cette historiographie, comme ici, est très fréquemment celle du travail, de la famille, du féminisme. Moins enclins que les Anglo-Saxons à faire l'histoire du droit de suffrage — et pour cause — on se penche plus au Québec sur les aspects religieux et sociaux de l'activité publique des femmes. Un pas immense reste à franchir pour penser adéquatement l'articulation privé/public. De grands efforts sont déployés d'ores et déjà pour comparer les connaissances que nous avons acquises sur le fonctionnement historique de certains groupes de femmes à leurs équivalents masculins.

Certaines économistes, comme A. Cook, ayant réalisé la difficulté de faire appliquer une stricte égalité de chances et de salaires pour les hommes et les femmes, proposent désormais un réajustement des salaires en fonction de la valeur du travail fourni. La redéfinition des tâches et des occupations par sexe est en cours, qui permettra alors l'« *equal opportunity for equal worth* » (l'égalité de chances à valeur égale). Mais à quelle révolution doit-on assister pour que la division sexuelle du travail, qui détermine 80 % des emplois occupés actuellement, soit réduite à des proportions plus équitables ? Peut-on même imaginer une parfaite mixité du travail, où hommes et femmes pourraient exercer n'importe quel emploi ?⁶ L'intérêt est que la question soit au moins posée. Elle

5. J.W. SCOTT en fait une bonne recension dans « Dix ans d'histoire des femmes aux États-Unis », *Le Débat*, 1982 : 127-132.

6. Les participantes au colloque sur « Les femmes et les politiques du travail » à Milan étaient, quant à elles, assez sceptiques sur les résultats des politiques d'action positive exercées aux

révèle l'existence d'approches qui déterminent un champ de savoir, effectivement en train de se constituer. Les difficultés qu'éprouvent les chercheurs à identifier clairement l'objet propre à l'histoire des femmes et aux études sur les femmes en général attestent d'une crise de croissance. Maturité qui s'exprime, entre autres choses, par la nécessité de confronter la démarche comme les résultats de l'analyse aux autres théories et méthodes en cours en sciences sociales.

Si on essaie de résumer le chemin parcouru par l'histoire des femmes, on peut dire qu'elle a d'abord été appréhendée en creux, par défaut, dans une trame historique qu'on espérait dynamique et progressive. Des nombreuses analogies qu'on a pu suggérer, histoire du mouvement ouvrier, puis des marginaux, puis des minorités ethniques, l'histoire des femmes s'apparente plutôt à celle des sociétés dites « sans histoire ». Comme celle-ci, elle commence par instaurer une séparation ; ce qui implique *differ-a-nce* et étude pour soi et par soi. L'histoire des femmes hérite en cela d'une tradition récente de quête : 1. du moi dans le moi, ou identité du mouvement dans lui-même (psychanalyse et son application dans les sciences sociales) ; 2. du moi dans la différence (ethnologie historique) ; 3. du moi pour le tout (héritage révolutionnaire subversif, sociologie des mouvements sociaux). Cette démarche provoque à la fois une accumulation de connaissances, sinon une théorie propre, et une remise en cause des paradigmes en cours. Ainsi « l'absent » de l'histoire, pour reprendre l'expression de M. de Certeau,⁷ devient-il objet d'investigation permettant de découvrir des modes d'historicité différents.

À cet égard, les travaux les plus éloquents sont alors ceux qui partent d'emblée de la spécificité des comportements féminins. Ils sont surtout le fait d'ethnologues, rompus à l'observation des sociétés à travers les rapports entre les sexes. Yvonne Verdier réussit ce livre admirable sur les pratiques et savoirs féminins parce qu'elle étudie ce qui fonde l'identité sociale des femmes.⁸ Les pratiques des femmes et celles des hommes sont alors entrevues comme étroitement imbriquées. Qu'on en conclue, comme le fait Martine Ségalen, à la complémentarité des rôles sexuels ou, comme le suggère Accati-Levi pour les paysannes du Frioul, au conflit essentiel entre hommes et femmes, ceci devient affaire d'interprétation.⁹ L'important est de situer et d'ancrer ces rôles dans leur pratique réelle. L'histoire des femmes permet déjà quelques réajustements. Nous savons désormais qu'une périodisation établie sur des actes publics

États-Unis et sur les chances d'aboutissement des redéfinitions qu'elles élaborent. (*Donne e politica del lavoro in Europa e negli U.S.A.*, Milan, Faculté des sciences politiques, 11 et 12 juin 1984.)

7. Michel DE CERTEAU, *L'absent de l'Histoire*, Paris, Mame, 1973. (« Repères ».)

8. Yvonne VERDIER, *Façons de dire, façons de faire*, Paris, Gallimard, 1979.

9. Martine SÉGALEN, *Maris et femmes dans la société paysanne*, Paris, Flammarion, 1980, 206p. Louise ACCATI-LEVI, « Entre mari et enfants : aspects sociaux d'un conflit affectif », *Annales E.S.C.*, 2, février 1982.

promus au rang d'événements ne peut rendre compte des comportements plutôt privés des femmes. Une autre conception du temps, cyclique plutôt que linéaire, long plutôt que court, ressort des travaux parus.¹⁰ Déjà perçue par l'histoire des mentalités, cette temporalité semble renvoyer à un mode de développement plutôt rural, en tout cas pré-industriel.

Les théories du changement social sont à leur tour revisées puisque ne s'appuyant pas nécessairement sur la croissance économique, la crise politique ou la révolution sociale. Mais si de nombreux historiens ressentent le besoin d'élaborer d'autres hypothèses, leurs démonstrations restent encore au stade de l'interprétation, comme le note très justement C. Lougee.¹¹ Car s'il est relativement aisé de faire apparaître des discours, des langages, des comportements spécifiques aux femmes — quoiqu'ils ne sont spécifiques que parce qu'ils relèvent de rôles assignés — il devient beaucoup plus complexe de prouver que telle cause engendre tel effet et donc d'en déduire une autre théorie. Certes, les théories assignant à chacun des sexes un rôle « naturel », définitivement fixé et se reproduisant perpétuellement sont battues en brèche. On peut peut-être dire que les sociétés humaines ont élaboré, au cours de leur histoire, une division sexuelle des rôles particulière à leurs besoins et relative à l'état de règlement du conflit homme/femme. Qu'advient-il alors du fondement naturel qui différencie les hommes des femmes et dont les effets sociaux se reproduisent dans le temps de façon irréductible ? Si on est amené à se poser la question dans des termes d'inégalités, c'est, me semble-t-il, parce qu'on est tributaire d'une vision de l'histoire fortement marquée par un volontarisme militant. La revendication égalitaire dont les suffragettes d'abord, les M.L.F. à leur suite, se sont faites les apôtres a accaparé et imposé ce type de problématique. Les femmes, selon ce schéma, auraient été enfermées dans une alternative unique de rébellion contre l'oppression ou de prise de pouvoir, pour être les égales des hommes. La définition de leur identité passerait obligatoirement par ce référent essentiel : sont-elles ou non les égales des hommes ? Cette vision des choses participe de ce grand rêve, utopie égalitaire qui engendrerait un nouveau genre humain, dont les hommes comme les femmes sont tributaires. Poser les problèmes en ces termes réduit l'histoire à quelques mouvements et à une poignée de femmes éclairées, mais surtout nous condamne à errer à la recherche de l'origine existentielle, métaphysique de l'oppression d'un sexe par l'autre. Je crois qu'il s'agirait plutôt de considérer l'évolution humaine, à l'instar des sociétés animales, comme résultat de rôles et pratiques sociales spécifiques à chacun des sexes, à chaque classe d'âge ou d'ethnie, etc. La différence sexuelle

10. Berenice A. CARROLL (éd.), *Liberating Women's History. Theoretical and Critical Essays*, Chicago, University of Illinois Press, 1976, 434p.

11. Carolyn C. LOUGEE, « Modern european history », *Signs*, II, 3, printemps 1977 : 628-650 ; pp. 648-649.

s'inscrirait dans le conflit plus général de l'espèce, dont les éléments culturels et naturels se modelant l'un l'autre engendrent des configurations perpétuellement remises en cause.¹²

À quel équilibre improbable en est-on arrivé aujourd'hui ? Comment s'est développé dans le temps l'assujettissement des femmes aux hommes dans certains secteurs ? Quelle est la part du consentement, de la résistance des uns et des autres dans l'élaboration de ce compromis ultime qu'est le fonctionnement social ? Ces questions peuvent être abordées dans toutes leurs dimensions. L'étude du conflit hommes/femmes dans son ancrage historique nous permet alors d'entrevoir d'autres facettes du conflit social.

Yolande COHEN

*Département d'histoire,
Université du Québec à Montréal.*

12. S. MOSCOVICI, *La société contre nature*, Paris, U.G.E., 1972.